

AURONS-NOUS DES ÉLECTIONS ?

Aurons-nous des élections — et quand ?

Le problème est intéressant; le discours de M. Kemp à Toronto lui donne un regain d'actualité.

M. Kemp, en termes précis et mesurés, soigneusement écrits à l'avance, a posé au parti libéral l'ultimatum du gouvernement: prolongation nouvelle des pouvoirs du Parlement ou élections à date très rapprochée. Il a fait sa déclaration de façon fort habile et tiré de l'attitude du parti libéral à la dernière session tout ce qu'elle peut donner.

— Vous avez admis, a-t-il dit en substance, qu'il ne convenait point, pendant la guerre, de jeter le pays dans une tourmente électorale. Vous avez estimé la situation si grave que vous vous êtes joints à nous pour demander au gouvernement impérial de modifier la constitution canadienne et de prolonger nos pouvoirs à tous. Or la situation est assurément aussi grave encore qu'elle l'était l'an dernier. Toutes les raisons qui militaient en faveur de la prolongation des pouvoirs parlementaires et de l'ajournement des élections subsistent. Et nous prétendons agir en conséquence.

Mais nous ne pouvons demander une nouvelle prolongation de pouvoirs qu'avec l'assentiment unanime du Parlement. C'est donc au parti libéral qu'il appartiendra de décider, en fait, si nous devons avoir des élections en pleine guerre ou si les pouvoirs de la Chambre des Communes seront indéfiniment prolongés. (M. Kemp n'a pas marqué cet adjectif, mais il transparait à travers son discours; car, si l'on accepte une nouvelle prolongation, il n'existe aucune raison pour que la Chambre actuelle ne reste pas en fonctions jusqu'à la fin d'une guerre dont personne n'ose plus prédire le terme. Et les hostilités cessant, on pourra peut-être dire qu'il convient de ne point troubler les négociations de paix, puis, qu'il faut attendre le retour des soldats afin qu'ils prennent leur pleine part de la campagne. Ce retour devra prendre un an ou deux.)

Que le cabinet tienne à jeter sur ses adversaires la responsabilité du déclenchement de toute la bagarre électorale, cela est évident. Et si nous en venons là, on peut d'avance se faire quelque idée du genre d'attaque qui sera menée par une partie de la presse et des journaux ministériels. M. Laurier et ses amis seront traités comme de vulgaires nationalistes, accusés de troubler la paix et l'harmonie, de refuser à la coopération canadienne la magnificence de son unanimité, etc. On soutiendra, comme on le fait déjà, mais avec tout le piment d'une campagne électorale en plus, que la seule chose qui les distingue de ces maudits nationalistes, c'est le courage de confesser publiquement leurs convictions.

Ce sera beau: l'Empire, la guerre et le loyalisme sont mis à une jolie sauce!

Mais, si le discours Kemp découvre sans ambages la tactique immédiate du gouvernement, il ne nous révèle point sa pensée de derrière la tête. Veut-il ou ne veut-il pas des élections? Désire-t-il vraiment une prolongation du Parlement ou tient-il simplement à s'assurer un avantage tactique en rejetant sur les libéraux la responsabilité de la bagarre?

Une élection immédiate risque assurément de lui faire perdre le pouvoir — mais celui-ci est devenu fort embarrassant, avec l'obligation de compléter les cadres de l'armée promise et de trouver les ressources nécessaires à l'entretien de cette armée. D'un autre côté, s'il l'emporte, il sera en bien meilleure posture pour régler l'un et l'autre cas. Et puis, chaque jour qui passe aggrave peut-être sa situation et diminue ses chances de succès.

A balancer ainsi les motifs qu'il peut avoir de faire ou de ne pas faire les élections, et en tenant compte des préoccupations d'ordre public et de succès électoral qui peuvent coexister, à dose plus ou moins élevée, dans la tête des ministres, on se rend compte qu'il est fort difficile de deviner leur pensée dominante. Peut-être ne sont-ils pas fixés eux-mêmes sur leur tactique prochaine.

Et les libéraux ?

On notera que le discours Kemp, qui les met en face du choix presque immédiat et qui leur rappelle le précédent qu'on invoquera sûrement contre eux, les a ramenés à un ton moins hardi. Ils sentent que la partie est grosse — et prochaine.

Certains se disent: L'heure est favorable. Nous avons eu de grands succès dans les élections provinciales. Il existe un mécontentement considérable contre le gouvernement. Donnons l'assaut...

Mais d'autres songent: Oui, mais après? Si nous sommes battus, c'est cinq années d'opposition. Si nous l'emportons, c'est la prise du pouvoir dans les conditions les plus difficiles peut-être, avec la besogne la plus lourde qu'ait vues le Canada. Et alors, ne serait-ce point une victoire à la Pyrrhus, la certitude d'une défaite prochaine et brutale?

D'autres encore doivent penser: Avons-nous réellement le choix? Si nous consentons à une nouvelle extension des pouvoirs du parlement, le ministère ne criera-t-il pas, à la première attaque un peu vive: "Vous rompez la trêve, vous nous mettez dans l'impossibilité de faire un travail efficace. Mieux vaut en finir et demander au peuple de nous départager." Et nous risquons de nous trouver quand même en face du corps électoral.

On comprend que, par le temps qui court, les tacticiens méditent et se consentent.

Autre point, dont les journaux de parti ne parlent guère mais qui est intéressant tout de même.

Il y a aujourd'hui, à la Chambre des Communes, près de vingt sièges vacants. Ce chiffre augmentera forcément, s'il y a une nouvelle prolongation des pouvoirs de la Chambre.

Laissera-t-on ces sièges vacants ou se décidera-t-on à faire des élections? M. Borden a déclaré que les sièges devraient aller à des hommes qui entretiendraient les mêmes opinions que ceux qui furent élus au 21 septembre 1911. Mais, d'abord, cela ne lie point les électeurs; puis, dans la province de Québec par exemple, de quelles opinions tiendra-t-on compte? De celles que l'élu professait au 21 septembre 1911, ou de celles qu'il a manifestées plus tard? Si la différence ne vous frappe pas, songez que les deux circonscriptions de Montmagny et de Bellechasse sont actuellement vacantes. A qui, d'après la théorie de M. Borden, appartiendrait la succession de MM. Lavallée et L'Espérance?

Il n'est pas du tout sûr que la solution du cabinet s'accorderait avec le vœu des électeurs.

Omer HEROUX.

LE "DEUTSCHLAND" ET NOTRE NICKEL

"Les arrivements ont travaillé assiduellement du petit jour jusqu'à la nuit, à charger à fond de cale la cargaison du Deutschland. Ils ont en partie rempli de briquettes d'antimoine, formant des tonnes de la cargaison, la cale du navire, jusqu'à ce qu'il ne reste plus de place pour lester le submersible", dit une dépêche de New-London, (Connecticut) parue dans les journaux de ce matin.

Lors de son premier voyage, le Deutschland est reparti de Baltimore avec une cargaison formée en partie de nickel, dont l'Allemagne a un besoin pressant, pendant la guerre. La nature de sa cargaison a fait justement critiquer le gouvernement canadien, qui a laissé

pendant des années, se faire sans aucun contrôle l'exportation de la matte de nickel de Copper Cliff, près Sudbury, Toronto en a fort entendu parler, au cours d'une élection partielle, récente, à l'issue de laquelle le candidat du gouvernement libéral, responsable de la politique minière ontarienne, a subi une défaite.

Voici maintenant que le Deutschland, arrivé la semaine dernière, se prépare à repartir d'un port américain avec une nouvelle cargaison de nickel. Et cela ressuscite toute la question de l'exportation de ce métal canadien.

On sait qu'avant la guerre, la International Nickel Company, allié à de puissantes compagnies qui exploitent les gisements cuprifères de la région de Sudbury, travaillait pour son compte, à Copper Cliff, des puits de mine souterrains, les minerais de nickel exploités à

ses usines de Bayonne, (Nouveau-Jersey) pour mise au point. La matte de nickel ainsi envoyée aux Etats-Unis eût dû être affinée ici. Il n'en a rien été, presque toute la préparation du nickel canadien pour l'industrie mondiale se faisait outre-frontière.

Le Canada produit près de 90 pour cent des nickels du commerce, et la Nouvelle-Calédonie, colonie française, produit les quatre-cinquièmes du reste; de sorte qu'il se trouve qu'à elles seules la France et l'Angleterre contiennent dans les limites de leurs empires coloniaux la presque totalité des gisements de nickel.

Le Scandinavie produit presque seule le reste. Les mines américaines n'en donnent que quelques milliers de livres qui ne sauraient suffire aux besoins d'une nation importatrice. Le nickel sert aujourd'hui à tous les belligrants, pour la préparation d'alliages métalliques employés dans la construction navale et dans la fabrication de munitions de guerre, — balles, obus, canons, etc. De tous les pays qui en font une consommation considérable, l'Allemagne est au premier rang. Ses industries métallurgiques ont depuis des années saisi l'importance de s'assurer des quantités considérables de nickel. Aussi la finance a-t-elle étendu ses ramifications jusque chez les compagnies propriétaires de mines de nickel en Nouvelle-Calédonie; et on la soupçonne d'avoir la guerre de n'être pas étrangère même à la International Nickel Company, propriétaire des gisements de Copper Cliff.

Il y a des années, le gouvernement ontarien offrit à la Grande-Bretagne le monopole des mines de nickel ontariennes. Londres refusa. "Nous préférons acheter notre nickel sur le marché ordinaire", ont alors répondu les gouvernements anglais; ils n'avaient pas des lors saisi l'importance extrême, pour les armements, du nickel d'Amérique. A Berlin, en cut plus de flair; et les Krupp, tout de suite, commencèrent à s'approvisionner largement de notre nickel. Avant la guerre ils achetaient la plus grande partie de notre production. La guerre venue, les Alliés ont réalisé l'importance extrême de ne pas laisser l'Allemagne trouver du nickel, où que ce fût. Le ministère anglais adopta même plusieurs règlements à ce propos. La International Nickel Company a promis de surveiller ses envois et de ne les faire que sujets à l'approbation de Londres. Il reste néanmoins que si cela peut valoir pour le nickel extrait depuis le commencement de la guerre, — encore qu'un ministre anglais ait récemment déclaré qu'il eût été possible que l'Allemagne obtienne malgré le blocus du nickel d'origine alliée, — les règlements ne peuvent empêcher les agents allemands de garder en magasin, aux Etats-Unis, de grandes quantités de nickel canadien acheté au début des hostilités ou même avant et de le faire parvenir en Allemagne malgré le blocus de ses côtes et de ses ports de mer.

Il semble bien établi que la première cargaison de nickel du Deutschland vint de ces entrepôts. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que la deuxième fût de même origine. Et l'on ne peut que déplorer l'indifférence criminelle des gouvernements canadiens et anglais qui, dans le passé, permirent l'exportation libre du nickel canadien aux Etats-Unis, puis sur tous les marchés mondiaux, sans aucune surveillance, ce dont les métalurgistes allemands ont profité plus que qui que ce soit. Il est également certain que, depuis le commencement de la guerre, les obus, les balles, les canons allemands ont tué des milliers d'alliés et de soldats canadiens avec du nickel canadien. Les nations alliées espient de ce temps-ci l'imprévoyance d'Ottawa et de Londres, sur ce point. Les mesures prises il y a quelques mois par Londres afin d'empêcher de nouvelles exportations de nickel canadien peuvent avoir eu leur effet. Mais le blocus n'est pas tel qu'il ait réussi à empêcher les deux traversées du Deutschland; et, à chaque fois, c'est du nickel canadien qu'il emporte dans ses soutes pour en faire des projectiles destructeurs des nôtres.

Une fois de plus, donc, nos gouvernements, anciens et actuels, ont manqué de prévoyance. Il y a des années que les nationalistes soulignent l'importance de nos envois de nickel, et depuis sa fondation; le Devoir a souvent insisté sur la gravité de cette question, dont la solution raisonnable eût enrayé les opérations du trust des armements. "Visionnaires", nous a-t-on appelé dans le temps. Or il se trouve aujourd'hui que les gens bernés, ce n'est pas nous, mais Londres et Ottawa. Le prochain départ du Deutschland le démontre. Et il est fort possible que, dans cinq ou six mois, des milliers d'autres soldats canadiens tombent au front, tués par des balles ou des obus qu'aurait durcis le nickel canadien introduit en contrebande en Allemagne par le Deutschland, à ce voyage-ci. Ce sera regrettable; mais ce sera la faute de nos gouvernements.

Georges PELLETIER.

LES "RAPAILLAGES"

UNE REIMPRESSON

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, la première édition des Rapailages de M. Fabre Groux a eu un tel succès qu'il ne restait plus en magasin un seul de ses trois mille exemplaires.

L'auteur a donc décidé de réimprimer son livre. La nouvelle édition sera prête d'ici quelques semaines.